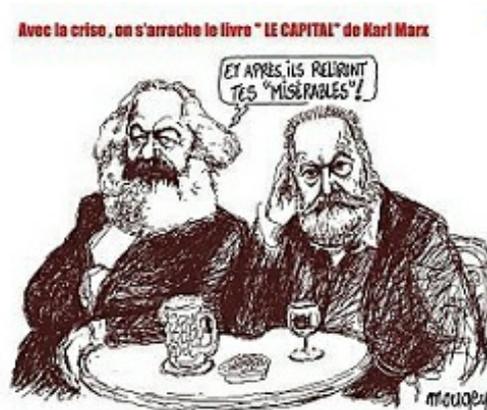


La crise économique de l'impérialisme d'après la théorie marxiste (3e partie)

Robert BIBEAU

29 décembre
2014



La semaine dernière, nous avons publié la seconde partie de cette trilogie présentant l'analyse marxiste de la crise économique systémique de l'impérialisme. Nous avons présenté les concepts de capitalisme et d'impérialisme et examiné quelques équations qui définissent le capitalisme monopoliste d'État d'après la théorie marxiste de l'économie politique. Cette semaine nous examinons les questions de la dette souveraine, du crédit à la consommation et de l'industrie militaire.

La première partie de l'article est ici :

<http://www.les7duquebec.com/7-au-front/la-crise-economique-de-limperia...>

La seconde partie de l'article est ici » <http://www.les7duquebec.com/7-au-front/la-crise-economique-de-limperia...>

La dette souveraine et l'endettement des ménages

Dans les pays capitalistes, on observe un endettement public et privé endémique. En 2008, aux États-Unis, les ménages devaient 145 % de leur revenu annuel moyen. La dette était de 85 % du revenu annuel d'un ménage français (et elle augmente sans cesse). Elle était de 165 % pour les ménages canadiens, bien au-delà du seuil critique de 150 %, soi-disant sanctionné par les banquiers. Il en est de même dans presque tous les pays industrialisés. Il est aisé de deviner que cet endettement croissant connaîtra bientôt une fin catastrophique comme en 2007 lors de la crise des « subprimes » et de l'effondrement des prêts hypothécaires adossés à des montages de « produits financiers dérivés » sulfureux. Depuis, rien n'a changé dans la gouvernance de la haute finance internationale et les malversations et les trucages spéculatifs se poursuivent sans relâche, car il est impossible de modifier les lois inéluctables de l'économie politique capitaliste. Le moteur du fonctionnement de l'économie politique capitaliste est la reproduction élargie du capital et donc l'accumulation de capitaux – la valorisation des profits – et quiconque s'opposera à cette loi incontournable sera écarté inexorablement.

La dette souveraine de tous les États capitalistes provient d'une différence substantielle entre les recettes (taxes et impôts) et les dépenses. Pas besoin d'être économiste réputé pour l'affirmer. La véritable question est de savoir pourquoi ce déséquilibre croissant perdure depuis si longtemps ? Est-ce le poste « Dépense » qui augmente trop vite ou le poste « Revenu » qui n'augmente pas suffisamment ?

La loi de la productivité décroissante

Afin de répondre à cette question du déséquilibre fiscal prolongé, un détour s'impose via la loi de la productivité décroissante. Le principe en est simple, plus la productivité du travail s'accroît moins elle risque de s'accroître davantage. Nous nous servons de l'exemple de la France pour démontrer ce principe du rendement décroissant (4).

En France, entre 1960 et 2012 la productivité du travail salarié est passée de hausses annuelles moyennes de 5 % entre 1960 et 1974, à des hausses moyennes d'à peine 0,1 % par année entre 2007 et 2012 alors que la mécanisation était pourtant plus poussée. À long terme, on assiste en France à un ralentissement par paliers de la productivité du travail salarié. La coupure la plus drastique apparut avec la récession de 1974-1975, qui démontra l'épuisement des gains de productivité très élevés.

Les capitalistes réussirent alors cette prouesse, en France comme dans la plupart des pays capitalistes avancés, d'abaisser ou de maintenir la part des salaires à un niveau très bas. Autrement dit, les capitalistes sont parvenus à garantir une rentabilité du capital élevée, malgré des gains de productivité en perte de vitesse. Faute de gain de plus-value relative (mécanisation), le capital arracha des gains de plus-value absolue, accroissant d'autant l'exploitation de la force de travail (temps de travail en hausse, augmentation des cadences et intensification du travail salarié).

Par contre, la crise économique de 2007 a fait chuter la productivité du travail et – dans la mesure où les salaires n'ont pas été freinés dans la même proportion – la crise a fait chuter la rentabilité des entreprises multinationales. En France, pour la période 2007 – 2012, les salaires ont cru de 0,8 % par année alors que la productivité n'a augmenté que de 0,1 % annuellement, tandis que le temps de travail n'a augmenté que de 0,1 % ce qui a contribué à dégrader la rentabilité du capital en générale de -0,9 % par année sur la période. Veuillez noter que les hausses des salaires de 0,8 % par année n'ont pas réussi à couvrir l'inflation si bien que ces hausses de salaire correspondent tout de même à une baisse du pouvoir d'achat des salariés et à la paupérisation de la classe ouvrière. Voici un marché qui s'amenuise ce qui prépare les conditions de la crise de surproduction sur laquelle nous reviendrons.

Les politiques gouvernementales d'austérité, en France, en Europe et en Amérique, visent à réduire les dépenses publiques afin de suivre la baisse des revenus étatiques et contenir ainsi la dette gouvernementale (souveraine) afin de restaurer les taux de profits mis à mal par la crise de surproduction. Il est là le mal français, le mal étasunien, le mal canadien et le mal espagnol, portugais et grec, etc. C'est la participation de ces pays, de ces prolétariats, à la grande communauté impérialiste mondiale en déclin qui explique la misère grandissante des populations ouvrières et non pas leur appartenance au sous-ensemble qu'est la zone euro et la zone dollar. Le Royaume-Uni et le Japon n'appartiennent ni à l'un ni à l'autre, ces pays possèdent leur propre monnaie souveraine et pourtant les économies britannique et japonaise suivent le courant descendant de l'économie mondiale croupissante.

Les faibles hausses de productivité du travail salarié, couplé aux réductions des taux de profit, couplées à l'inflation rampante et dissimulée, associée à la quasi-stagnation des salaires ont fait chuter les revenus des États de moins en moins providentiels et de plus en plus policiers.

« État policier » et « État providence »

« L'État policier » est la forme de gouvernance qu'adopte l'impérialisme déclinant quand il souhaite réprimer sauvagement le mouvement ouvrier « déchaîné » et endiguer la résistance populaire. « L'État providence » est la forme de gouvernance qu'adopte la classe capitaliste monopoliste et son État de droit quand la conjoncture économique est temporairement favorable, que les profits s'engrangent et se valorisent et que le prolétariat est sous contrôle de l'appareil syndical et populiste de collaboration de classes (ONG et associations populaires, partis sociaux-démocrates électoralistes, et bobos de la go-gauche sous contrôle). Quoi qu'il en soit c'est toujours le même État bourgeois sous hégémonie de la classe capitaliste monopoliste dominante.

Les dépenses gouvernementales

Abordons maintenant la question des dépenses gouvernementales. Elles sont composées de deux rubriques. La première rubrique concerne les dépenses de soutien à la reproduction du capital. La seconde rubrique concerne les dépenses assurant la reproduction de la force de travail, ce que nous avons appelé précédemment le salaire social. La classe ouvrière et la main-d'œuvre salariée qualifiée se multipliant dans les pays développés et parmi les pays « émergents » accédant à l'industrialisation capitaliste, cette rubrique des dépenses gouvernementales a explosé au cours des cinquante dernières années. Si bien que le salaire social – la portion des revenus et des services des ménages qui provient de l'État avoisine maintenant 50 % dans plusieurs pays capitalistes avancés.

Les ONG bourgeoises, secondées par les groupuscules gauchistes, en sont venues à croire que « l'État providence » existait vraiment et qu'il constituait un État de droit céleste (sic) pour les pauvres, les itinérants et les lumpens prolétaires et ils ont placardé leurs revendications réformistes exigeant un revenu minimum garanti de 30 000 \$ (CND) pour chaque foyer canadien, au-delà du salaire moyen des salariés défavorisés, au-delà du salaire minimum dans la plupart des provinces canadiennes. L'État des riches indifférent à ces balbutiements laisse ces énergumènes s'agiter et dévoyer le mouvement de résistance populaire qui se heurte ainsi à la classe ouvrière qui sait bien que si un tel revenu était accordé aux indigents ils le paieraient de leurs taxes et de leurs impôts majorés. C'est à ce genre de cul-de-sac militant que mènent les revendications réformistes et opportunistes.

Revenons à l'analyse de la comptabilité gouvernementale. Au début, l'État bourgeois a comblé ses déficits en haussant drastiquement les taxes et les impôts à la charge des salariés, leur faisant ainsi payer en « solidarité » les services qu'ils recevaient. De nos jours, le salarié canadien moyen retourne 70 % de son salaire aux différents paliers de gouvernement (municipal, scolaire, provincial et fédéral). Une enquête fiscale dans une multitude de pays capitalistes avancés révèle le même niveau de contribution si bien que la classe laborieuse contribue à même son salaire pour 60 % à 70 % des revenus de l'État capitaliste. Les entreprises ne contribuent plus que pour 40 % à 30 % du total des revenus de l'État. Il est impossible pour les États bourgeois de modifier cette péréquation sans provoquer la faillite des PME (petites et moyennes entreprises) et sans entraîner la délocalisation des entreprises multinationales, ce que les divers traités de libre échange international facilitent grandement (9).

Face à cette impasse déficitaire, les États capitalistes ont eu recours à deux artifices. Le premier fut de faire tourner la planche à billets créant une inflation galopante, la dévaluation de leur monnaie, et une baisse de la consommation des masses laborieuses dont le pouvoir d'achat s'effritait au fur et à mesure que la valeur de leur monnaie périclitait.

Le second artifice mis en place par les Banques centrales fut de réduire les taux d'intérêts sur les prêts permettant à chaque foyer et à chaque gouvernement d'emprunter massivement sur leur hypothétique revenu anticipé. Cette deuxième solution, sans espoir et sans vision, tire à sa fin. L'endettement des ménages est aujourd'hui catastrophique et celui des États encore plus dramatique.

Par ailleurs, comme la crise économique de l'impérialisme est mondialisée il devient de plus en plus difficile pour les anciens pays capitalistes industrialisés d'exporter leurs déficits et d'importer la plus-value des pays émergents où les multinationales impérialistes n'achètent plus les marchandises dispendieuses de leurs filiales établies dans leurs pays d'origine, préférant y exporter leurs pacotilles fabriquées à vil prix dans des pays au prolétariat soumis. D'autant plus que les entreprises multinationales qui produisent d'un côté et de l'autre du Pacifique et de l'Atlantique sont les mêmes consortiums impérialistes qui ne cherchent qu'à « tondre les coupons », qui délocalisent leur production, et à expatrier leurs profits dans les paradis fiscaux les plus hermétiques. Mout d'économistes s'étonnent de l'ingéniosité des requins de la finance et des capitaines d'industrie dans l'élaboration de leurs montages financiers alambiqués visant à effacer la trace des transferts de bénéfices et de capitaux d'une multinationale vers ses filiales internationales et vice versa (12).

Ces déplacements constants de marchandises de pays à bas salaires vers des pays aux salaires plus élevés, pour consommer, nécessitent des accords douaniers de libre-échange qui sont négociés entre les grandes alliances économique-politico-militaires (Asie-Pacifique, UE, ALENA, Accords Transatlantique, ALBA, etc.) Contrairement à ce que pensent les économistes « déterministes » et la gauche bourgeoise « économiste », ce ne sont pas les accords internationaux qui entraînent la délocalisation, puis l'import/export des marchandises. Ce sont bien les délocalisations industrielles et le développement différencié, inégal et combiné, des économies capitalistes mondialisées et intégrées qui amènent la négociation des traités et le dumping des marchandises d'un marché vers un autre, d'une économie de matières premières vers une économie industrialisée et vers une économie tertiariée (économie de services). Nonobstant ceci les marchés internationaux rétrécissant constamment, et un conflit mondial se préparent pour le partage des marchés entre les grands conglomerats financiers et les industriels internationaux.

La guerre comme complément à l'économie et à la politique

D'après la théorie marxiste, la guerre est la poursuite des activités politiques et diplomatiques par d'autres

moyens. La guerre est la continuation de la politique entre les États, entre les gouvernements et donc entre les classes sociales. Selon l'idéologie marxiste, la politique, la diplomatie et la guerre sont les fruits des contradictions économiques qui secouent un mode de production. Le mode de production capitaliste, à son stade impérialiste, détermine la politique, la diplomatie et la stratégie militaire d'un État, et d'une alliance impérialiste d'États. Selon ces principes, il est donc requis d'analyser et de comprendre le développement économique, la crise économique sévissant dans un pays, ou dans une alliance de pays impérialistes, pour comprendre la politique militaire de ces États et leurs manigances.

Voici l'opinion de deux généraux d'état-major de l'Armée populaire de Chine à propos de la guerre et de l'armement militaire contemporain : « La guerre n'est plus « l'usage de la force armée pour obliger un ennemi à se plier à sa propre volonté », mais l'utilisation de « tous les moyens, dont la force armée ou non armée, militaire ou non militaire et des moyens létaux ou non létaux pour obliger l'ennemi à se soumettre à vos propres intérêts » (13).

Les dépenses militaires et l'industrie militaire

Les dépenses militaires gouvernementales visent-elles à relancer l'économie capitaliste en déroute ? Les dépenses militaires visent-elles à absorber les surplus de production et à relancer le processus d'accumulation capitaliste ? Le secteur de l'industrie militaire est-il différent dans son développement des autres secteurs industriels de l'économie capitaliste ? L'industrie militaire constitue-t-elle un modèle différent d'étatisation de l'économie nationale et de relance du processus de valorisation de la plus-value puisqu'elle entraînera, éventuellement, la destruction massive de moyens de production et de produits de consommation ?

Ces hypothèses nous paraissent farfelues. Chaque fois qu'une usine ferme, qu'une mine est abandonnée, qu'un champ est retourné à la jachère, qu'un atelier est lockouté, qu'un chantier est clôturé, que des marchandises soient détruites, brûlées ou délaissées, il y a destruction de moyens de production et de marchandises. Il n'est pas requis de construire des tanks, des drones et des porte-avions pour détruire des moyens de production et des marchandises. D'ailleurs, deux généraux chinois indiquent dans un volume publié récemment qu'il est terminé le temps des armes exclusives de tueries massives. Pour les généraux chinois « un seul krach boursier provoqué par l'homme, une seule invasion par un virus informatique (ou le virus Ebola NDLR), une simple rumeur ou un simple scandale provoquant une fluctuation du taux de change d'un pays ennemi [...], toutes ces actions peuvent être rangées dans la catégorie des armements de conception nouvelle. [...] Nous croyons qu'un beau matin les hommes découvriront avec surprise que des objets aimables et pacifiques ont acquis des propriétés offensives et meurtrières » (14).

Présentement, les taux d'utilisation des moyens de production tournent autour de 70 % dans les économies industrielles avancées. La Chine produit vingt millions de voitures par année (1er producteur mondial et premier marché mondial depuis 2013). Les capitalistes chinois ne parviennent pas à écouler 20 % de cette production. Ces surplus de voitures sont détruits après deux ans de dormance dans les champs et sur les docs. Les capitalistes chinois ne peuvent réduire drastiquement leur production de peur que leurs concurrents japonais et occidentaux n'envahissent leurs marchés. Voilà un bel exemple de l'anarchie du développement économique capitaliste non planifié dans un pays pseudo-socialiste soi-disant planifié (15).

Que ce soit en Chine pseudo-socialiste ou aux États-Unis d'Amérique, l'industrie de l'armement est une dépense totalement improductive (non génératrice de plus-value) qui loin de solutionner la crise économique de l'impérialisme l'aggrave fortement en réalisant des ponctions importantes à même la plus-value générale produite par le capital industriel. L'État bourgeois, le seul client de l'industrie de l'armement conventionnel, doit financer ces dépenses en haussant les taxes ce qui constitue une ponction sur les capacités de consommation – le pouvoir d'achat – des travailleurs. Tout ceci réduit d'autant le marché national de consommation de produits finis. Ou alors l'État bourgeois finance ces dépenses militaires parasites par des emprunts souverains ce qui réduit le crédit disponible, renchérit le coût de l'argent (hausse des taux d'intérêt) et réduit en définitive la demande pour les autres marchandises en concurrence sur les marchés locaux et internationaux.

Bref, l'industrie militaire est développée par les États impérialistes non pas pour relancer leur économie nationale à la dérive, mais dans le but de contribuer aux alliances militaires imposées. Alliances ayant pour mission de prolonger, par des moyens militaires, les politiques économiques et commerciales mises de l'avant par les

alliances impérialistes agressives vis-à-vis leurs concurrents, petits ou grands, le plus souvent récalcitrants. Il n'est pas approprié pour les ouvriers d'appuyer telle ou telle puissance impérialiste agressive ou conciliante (temporairement) puisque tôt ou tard ce sera lui le salarié, son fils, sa fille qui serviront de chair à canon d'un côté ou de l'autre de l'affrontement militaire impérialiste étriquée.

L'industrie de guerre américaine

Entre 1939 et 1944, le PIB des États-Unis a cru de 154 % alors que les profits globaux se sont accrus de 290 %. Ceci serait le fruit de la croissance économique générée par la Seconde Guerre mondiale. Faut-il en déduire que la guerre est une activité productive et de croissance pour une économie impérialiste expansive ? Non évidemment ! S'il en était ainsi, tous les pays impérialistes seraient en guerre perpétuelle les uns contre les autres. Le gonflement artificiel du PIB des États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale s'est fait sur le dos des masses ouvrières pressurées, y compris les femmes que l'on a alors « libérées » de leur foyer afin de leur permettre de jouir du travail insalubre en usine en tant qu'esclaves salariés mal payés. Les profits accrus ont reposé sur le gel des salaires pour l'ensemble de la classe ouvrière, sur le rationnement des biens de consommation courants, sur l'endettement de pays alliés (URSS, France, Grande-Bretagne, Belgique, etc.), sur les emprunts de guerre par la suite remboursés via les réparations de guerre allemande, italienne et japonaise. Bref, ce n'est pas la guerre qui a fait produire la plus-value et les profits. La guerre fut le prétexte par lequel la classe ouvrière masculine et féminine du monde entier fut pressurée jusqu'au sang autant sur les champs de bataille de l'Est que de l'Ouest et sur le Pacifique, que dans les ateliers, les chantiers, les champs, les forêts et les mines du monde entier. La guerre ne fut pas la source, mais bien le prétexte pour la surexploitation et l'industrie de l'armement fut l'instrument de la surproduction. Dès 1946, la récession s'est réinstallée aux États-Unis jusqu'à la guerre de Corée (1951-1953), qui fut elle aussi suivie d'une période de récession.

En 2013, les États-Unis assumaient 45 % des dépenses militaires totales mondiales et pourtant ce pays était le plus mal pris du capitalisme mondial. C'est en partie parce que les États-Unis sont astreints à fournir cet effort gigantesque en termes de dépenses militaires improductives et parasites que cet État est en si mauvais état économique. Les États-Unis doivent maintenir leurs dépenses militaires, car leur productivité industrielle stagne, et la composition organique de leur capital industriel s'élève et que leur taux de profit réel périclité (hormis le profit spéculatif boursier appelé à s'envoler en fumée). Pendant ce temps, leurs concurrents et leurs alliés leur tiennent la dragée haute, houspille et grappille leurs marchés nationaux et internationaux, leurs sources d'approvisionnement en énergie, en matières premières et en main-d'œuvre sous-payée.

Entre 1980 et 1990, la dette étasunienne est passée de 25 % à 50 % de leur PIB. Elle a plus que doublé depuis. Entre 2000 et 2008, les dépenses militaires américaines sont passées de 400 à 700 milliards de dollars ce qui n'a nullement empêché le krach boursier de 2008. Tout ceci atteste bien que l'industrie militaire ne constitue pas un marché différent des marchés concurrents. Il appert que le marché et l'industrie militaire se comportent exactement comme tous les autres marchés capitalistes avec cette seule exception que l'industrie militaire est le produit du capitalisme monopoliste d'État. Quelles sont les conséquences de cette évidence ? L'industrie militaire et de la guerre n'a pas vocation à relancer l'économie autrement que dans son secteur spécifique. Quand rien ne va plus, l'industrie militaire et de la guerre a vocation de faire compléter les transactions amorcées et souvent bloquer dans les domaines diplomatiques, politiques, commerciaux et financiers. La guerre c'est l'économie politique développée par des moyens drastiques. La guerre vise à partager les zones de ressources, d'énergie et de matières premières, les marchés lucratifs et les secteurs d'exploitation du travail salarié. Ce faisant l'industrie militaire et guerrière participe à sa manière à l'ensemble de l'économie politique impérialiste. Tous les principes marxistes décrivant l'économie politique capitaliste s'appliquent à ce secteur économique comme à tous les autres.

Les conglomérats financiers impérialistes ont attribué aux États-Unis la mission de contrôler militairement ce monde en panade – secoué par la crise mondiale – où les différentes bourgeoisies « nationales » sont mises à mal par les forces ouvrières en chamade. Heureusement, pour tous ces chacals, le mouvement ouvrier est désorganisé, infiltré, désorienté, découragé par ces années gâchées à voir dégénérer tous les partis de gauche sur lesquels ils auraient aimé compter maintenant que le grand changement révolutionnaire est devant nous.

Le mode de production capitaliste doit être renversé, détruit et remplacé par un nouveau mode de production et la classe ouvrière est responsable de mener l'humanité à son apogée.

Pour un complément d'analyse en économie politique .

»» <http://www.les7duquebec.com/7-au-front/la-crise-economique-de-limperia...>